



MARCHE DE TRAVAUX

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE POUR TRAVAUX DE REPARATIONS, D'ENTRETIEN ET DE MISE AUX NORMES DU PATRIMOINE DE L'EPF D'OCCITANIE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Procédure :

Marché à procédure adaptée soumis aux dispositions des articles L2123.1 1°, R2123-4, R2123-5, du code de la commande publique

Références : M2025-28

Article 1 – Objet du marché – Dispositions générales - Intervenants	4
1-1- Décomposition du marché	5
1-1-1 - Tranches optionnelles.....	5
1-1-2 – Forme du marché - Allotissement	6
1-1-3 - Phases	6
1-2 Maîtrise d'œuvre	6
1-3 Contrôle Technique	6
1-4 Coordination Sécurité Protection de la Santé	7
1-5 Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC)	7
1-7 Sous-traitance	7
1-8 Groupement d’opérateurs économiques	7
1-9 Ordres de service et bons de commandes	7
1-10 Notifications et informations	8
1-11 Confidentialité et mesures de sécurité	8
1-12 Protection des données à caractère personnel	8
1-13 Développement durable	9
Article 2 - Pièces constitutives du marché.....	9
2-1 Pièces particulières	9
2-2 Pièces générales.....	9
Article 3 -Variation dans les prix - Règlement des comptes	9
3-1 Répartition des paiements.....	9
3-2 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes	10
3-4 Variation dans les prix.....	11
3-5 Mode de règlement.....	12
3-6 Intérêts moratoires	12
Article 4 – Clause de financement et de sureté.....	12
4-1 Retenue de garantie	13
4-2 Avance	13
Article 5 – Durée du marché -Délai d'exécution - Pénalités et primes	13
5-1 Durée du marché et délai d'exécution des travaux	13
5-2 Prolongation du délai d'exécution	13
5-3 Ajournement et interruption des travaux	14
5-4 Pénalités pour retard - Primes d'avances	14
5-4-1- Pénalités pour retard dans l’exécution des travaux	14
5-4-2- Retard dans la remise des documents.....	15
5-4-3- Absences aux réunions	16
5-4-4- Infractions aux prescriptions de chantier	16
5-4-5- Pénalités pour non-respect des stipulations environnementales	16
5-4-6- Pénalités pour méconnaissance de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel.....	17
5-4-7- Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal	17
5-5 Primes d'avances.....	17
5-6 Travaux supplémentaires, augmentation du montant des travaux et prix nouveaux.....	17
5.7 Clause de non-exclusivité.....	17
Article 6 - Implantation des ouvrages	18
Article 7 - Coordination et exécution des travaux	18
7-1 Prestations dues par les entreprises	18
7-2 Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail	18

7-3 Application de la réglementation du travail	18
7-4 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers.....	18
7-5 Registre de chantier	18
Article 8 - Contrôle et réception des travaux.....	19
8-1 Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux	19
8-2 Réception.....	19
8-3 Documents fournis après exécution.....	19
Article 9 – Marchés susceptibles d’être passés ultérieurement	19
Article 10 - Assurances et attestations fiscales et sociales.....	19
10-1 Assurances	19
10-2 Attestations fiscales et sociales	20
Article 11 – Résiliation – exécution par défaut - réexamen.....	20
11-1 Redressement ou liquidation judiciaire	20
11-2 Résiliation	21
11.3 Résiliation du marché par le Maître d’ouvrage.....	21
11-4 Exécution des travaux aux frais et risques du titulaire	21
11-5 Clause de réexamen	21
Article 12- Attribution de compétence - langues.....	22
Article 13 - Dérogations aux documents généraux	22
Annexe 1- Règles relatives à la protection des données personnelles.....	23
1. DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	23
2. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	23
3. OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR.....	26

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES - INTERVENANTS

L'Etablissement Public Foncier d'Occitanie, établissement public à caractère industriel et commercial de l'État, a été créé par décret du 2 juillet 2008, modifié par décrets du 29 décembre 2014, du 05 mai 2017, 30 mars 2020 et 17 mars 2025. Il est habilité à intervenir sur les 13 départements de la région Occitanie (à l'exception des périmètres des trois EPF locaux du Tarn, Montauban et Toulouse).

Conformément aux dispositions de l'article L. 321-1 du code de l'urbanisme, l'EPF a compétence pour procéder à toutes les acquisitions foncières et immobilières de nature à faciliter l'utilisation et l'aménagement ultérieur des biens acquis. Il peut aussi effectuer les études et travaux nécessaires à leur accomplissement et, le cas échéant, participer à leur financement.

Ces missions peuvent être réalisées par l'EPF soit pour son compte ou celui de l'État et de ses établissements publics, soit pour celui des collectivités territoriales, de leurs groupements, ou de leurs établissements publics en application de conventions foncières passées avec eux. En application de l'article L. 321-1 précité, l'EPF doit mettre en place des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable et la lutte contre l'étalement urbain.

Ces stratégies doivent contribuer :

- à la réalisation de logements, notamment de logements sociaux, en tenant compte des objectifs définis par les programmes locaux de l'habitat ;
- au développement économique au titre du rayonnement régional dans le cadre notamment de la requalification des secteurs d'activités existants et de la reconversion de friches industrielles ;
- et, à titre subsidiaire, à la politique de protection contre les risques technologiques et naturels et à la préservation des espaces naturels et agricoles en coopération avec les organismes compétents.

Ces objectifs sont repris par le programme pluriannuel d'interventions (PPI) 2024-2028 approuvé par le conseil d'administration de l'EPF, et répartis en 3 axes définis comme suit :

- Axe 1 : « Produire et réhabiliter des logements répondant aux besoins des territoires » : au moins 70% des moyens financiers de l'EPF sont consacrés à cet objectif dont 85% minimum attachés au renouvellement urbain, recyclage foncier ou densification des dents creuses ;
- Axe 2 : « Conforter l'attractivité de la région et de ses territoires » : au moins 20% des moyens financiers de l'EPF sont consacrés à cet objectif dont 85% consacrés aux opérations de restructuration de zones économiques existantes ou bien de recyclage de fonciers dédiés à d'autres usages
- Axe 3 : « Contribuer à la résilience des territoires, à la prévention des risques et à la préservation de l'environnement » : au plus 10% des moyens financiers de l'EPF sont consacrés à cet objectif.

La mission première de l'EPF est une mission d'acquisition et de portage foncier des biens (nus ou bâtis) nécessaires à la mise en œuvre du projet porté par la collectivité. Les biens peuvent être portés par l'EPF pendant plusieurs années (et jusqu'à 13 ans, voire 20 ans dans certains cas) puis sont cédés à la collectivité ou son opérateur au prix de revient et sans frais d'intervention. L'intervention de l'EPF s'inscrit dans le cadre de conventions passées avec les collectivités et établissements publics porteur d'un projet d'aménagement.

La convention foncière constitue donc la base juridique de l'intervention de l'EPF et l'entrée première en matière de suivi puisqu'elle détermine :

- un périmètre donné avec l'ensemble des comptes de propriété concernés
- une durée de portage
- une enveloppe financière dont il faut suivre la consommation en engagement et en dépense
- un partenaire garantie de rachat à qui il faut rendre des comptes annuellement

L'EPF acquiert, porte, gère et enfin cède des biens de natures diverses :

- biens bâtis tels que des friches, des maisons individuelles, des lots de copropriété, des immeubles entiers, des locaux commerciaux, des locaux d'activités industrielles ou commerciales ;
- terrains non bâtis en secteur naturels, péri-urbains et urbains.

Ces biens peuvent être libres ou occupés (baux d'habitation, commerciaux, professionnels, baux dérogatoires ou conventions d'occupation précaires), en bon ou mauvais état, à démolir, avec des travaux de mise en sécurité et/ou de confortement à prévoir.

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les conditions particulières de travaux d'entretiens courant, y compris les travaux de réparation, de rénovation ou de mises en conformité sur l'ensemble du patrimoine de l'établissement public foncier d'Occitanie (EPF d'Occitanie) et du patrimoine, le cas échéant, géré par des mandataires pour le compte de l'EPF d'Occitanie, et à l'exception des prestations couvertes par d'autres marchés tel qu'indiqué à l'article 5.7 du présent C.C.A.P.

Les travaux font l'objet de commande par ordre de service, établie d'après le bordereau de prix unitaires (BPU). Les travaux sont exécutés pour le compte de l'EPF d'Occitanie.

Les prescriptions et spécifications techniques de l'opération sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1-1- Décomposition du marché

Les prestations sont divisées en 35 lots répartis sur 5 zones géographiques :

- 1- Départements Gers / Hautes-Pyrénées / Haute-Garonne
- 2- Départements Lot / Tarn-et-Garonne / Tarn
- 3- Départements Lozère / Gard
- 4- Départements Ariège / Aude / Pyrénées-Orientales
- 5- Départements Aveyron / Hérault

Avec, sur chaque zone, un lot par corps d'état.

Liste des corps d'état :

- A - Plomberie – Sanitaire – Chauffage
- B - Menuiseries bois et intérieures - Menuiseries aluminium, acier, PVC
- C - Peinture – Sols souples
- D - Maçonnerie – Carrelage – Faïence Plâtrerie – Isolation
- E – Électricité
- F - Serrurerie – Métallerie
- G - Toiture traditionnelle - Étanchéité

La liste du patrimoine concerné est non limitative (patrimoine ajouté ou supprimé). Elle sera susceptible d'évolution dans le temps.

Tous les lots devront satisfaire les dispositions du présent C.C.A.P. En particulier, dans l'hypothèse où un candidat serait retenu pour plusieurs lots voire d'autres marchés de l'EPF d'Occitanie. Il est à noter que chaque marché s'apprécie indépendamment des autres, notamment en termes de délais de réalisation. Le candidat ne pourra pas justifier d'un retard en raison d'un nombre important de commandes sur différents marchés ou lots dont il est attributaire.

1-1-1 - Tranches optionnelles

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1-1-2 – Forme du marché - Allotissement

Chacun des lots constitue un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire conformément aux dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Les prestations exécutées par bons de commandes sont conclus conformément à l'article R2162-4 2° du code précité, sans indication de montant minimum et dans la limite d'un montant maximum de commande de 715 000 € HT fixé comme suit :

- Lot 1A : 30 000 € HT
- Lot 1B : 40 000 € HT
- Lot1C : 30 000 € HT
- Lot1D : 10 000 € HT
- Lot1E : 20 000 € HT
- Lot1F : 3 000 € HT
- Lot1G : 10 000 € HT

- Lot2A : 30 000 € HT
- Lot2B : 40 000 € HT
- Lot2C : 30 000 € HT
- Lot2D : 10 000 € HT
- Lot2E : 20 000 € HT
- Lot2F : 3 000 € HT
- Lot2G : 10 000 € HT

- Lot3A : 30 000 € HT
- Lot3B : 40 000 € HT
- Lot3C : 30 000 € HT
- Lot3D : 10 000 € HT
- Lot3E : 20 000 € HT
- Lot3F : 3 000 € HT
- Lot3G : 10 000 € HT

- Lot4A : 30 000 € HT
- Lot4B : 40 000 € HT
- Lot4C : 30 000 € HT
- Lot4D : 10 000 € HT
- Lot4E : 20 000 € HT
- Lot4F : 3 000 € HT
- Lot4G : 10 000 € HT

- Lot5A : 30 000 € HT
- Lot5B : 40 000 € HT
- Lot5C : 30 000 € HT
- Lot5D : 10 000 € HT
- Lot5E : 20 000 € HT
- Lot5F : 3 000 € HT
- Lot5G : 10 000 € HT

1-1-3 - Phases

Sans objet.

1-2 Maîtrise d'œuvre

Sans objet.

1-3 Contrôle Technique

Sans objet.

1-4 Coordination Sécurité Protection de la Santé

Sans objet.

1-5 Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC)

Sans objet.

1-7 Sous-traitance

L'entrepreneur titulaire d'un marché de travaux est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage.

L'acceptation d'un sous-traitant et les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché. Pour ce faire, le titulaire doit fournir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie ;
- une attestation du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- une attestation du sous-traitant précisant s'il renonce ou pas au paiement de l'avance.

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

Le maître d'ouvrage notifiera au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient, conformément à l'article 3.6.1.2 du CCAG travaux.

Toute sous-traitance occulte ou tous renseignements inexacts pourra être sanctionnée par l'application des mesures de l'article 50.3.1.e du CCAG Travaux.

1-8 Groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire devront être présentés lors de la remise de l'offre.

1-9 Ordres de service et bons de commandes

Les ordres de services sont signés, par dérogation à l'article 3.8 du CCAG travaux. Ils sont transmis au titulaire du marché public par le maître d'ouvrage.

Un bon de commande sera établi pour chaque chantier, travaux d'entretiens courant, y compris les travaux de réparation, de rénovation ou de mises en conformité, sur la base d'un devis conforme au bordereau de prix, suite à une demande de devis formulée par le pouvoir adjudicateur ou ses représentants, et notifié au titulaire qui devra commencer et finir les travaux à la date fixée entre les parties. Celui-ci mettra les moyens nécessaires pour une réalisation satisfaisante et dans les délais fixés.

Les bons de commande seront adressés par voie dématérialisée (courriel) au titulaire des marchés au fur et à mesure des besoins. Chaque bon de commande précisera à minima :

- le numéro du marché
- le contenu détaillé des prestations à exécuter
- les quantités à réaliser
- les délais et les lieux d'exécution
- le montant de la prestation.

Les indications concernant les moyens d'accéder aux logements seront mis à disposition du titulaire aux bureaux des services de l'EPF.

Une visite des lieux pourra être rendue obligatoire. Dans ce cas elle sera spécifiée dans chaque demande de devis et les candidats devront impérativement se rendre sur place, afin de pouvoir juger de l'étendue des travaux qui leur sont demandés et des contraintes des sites. Les dates et heures seront déterminées dans la demande. Si une visite est rendue obligatoire, sans réalisation de celle-ci, le devis sera déclaré irrégulier. Les modalités de prise de rendez-vous et de visite sont fixées au C.C.T.P.

Une astreinte sera prévue pour les interventions d'urgence pour certains corps d'état. Les modalités de l'astreinte sont fixées au C.C.T.P.

Si des travaux supplémentaires ou différents de ceux commandés sont à réaliser, ils ne pourront être entrepris qu'après validation de l'EPF d'Occitanie.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'au titre du présent marché, il ne devra en aucun cas effectuer des travaux à la demande des locataires. Le cas échéant, l'EPF ne procédera pas au paiement des prestations effectuées dans ces conditions.

Le titulaire a une obligation de diligence et de conseil. Le titulaire exerce cette obligation s'il se rend compte de difficultés particulières au titre de ses prestations. Il prévient le pouvoir adjudicateur en listant les risques et propose des actions pour les réduire et y remédier.

Le titulaire dispose de 15 jours, à compter de sa réception, pour notifier ses observations motivées au maître de l'ouvrage. S'il s'avère que les prescriptions de l'ordre de service présentent un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'elles contreviennent à des dispositions législatives ou réglementaires, le délai d'exécution de l'ordre de service est suspendu jusqu'à la notification de la réponse du maître d'ouvrage. En l'absence de réponse dans un délai de 15 jours, le titulaire n'est pas tenu d'exécuter l'ordre de service.

Les bons de commande prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives qui ont une incidence financière sur le marché donneront lieu à une valorisation financière dans les conditions de l'article 13.4 du CCAG travaux, formalisée par voie d'avenant en application de l'article 14.1 du CCAG Travaux.

1-10 Notifications et informations

La notification du marché et la notification de toute décision du maître d'ouvrage en cours d'exécution sera effectuée au titulaire par le biais du profil d'acheteur ou par tout moyen donnant date certaine, sans préjudice des dispositions de l'article 1.9 précité concernant la validation des ordres de service. La date pour la computation des délais est la date de la réception et à défaut de l'accusé réception, huit jours à compter de la présentation du document.

1-11 Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG Travaux. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

1-12 Protection des données à caractère personnel

Le cas échéant, dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et en particulier le règlement UE 2016/679 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 ainsi que le décret 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi-78-17 du 6/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour la protection des données, le titulaire du marché ou son sous-traitant devront, le cas échéant, respecter les dispositions prévues à l'article 5.2 du CCAG-Travaux, tel que précisé à l'annexe 1 du présent CCAP.

1-13 Développement durable

La recherche de performance environnementale est une exigence demandée par le maître d'ouvrage.

Le titulaire du marché est tenu de respecter les prescriptions environnementales prévues dans la réglementation nationale ou locale, la Notice environnementale, ou le Plan de Respect de l'Environnement et le Plan de Gestion des Déchets ou autres documents émanant de sa politique interne.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

2-1 Pièces particulières

- l'Acte d'Engagement (AE) et son annexe financière : la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe relative à la protection des données à caractère personnel ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- l'offre technique du titulaire (mémoire technique) ;
- Le bordereau des prix
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs ;

2-2 Pièces générales

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux (arrêté du 30 mars 2021 ; JORF n°0078 du 1er avril 2021) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés de travaux publics de génie civil (arrêté du 7 octobre 2021) ;
- le code du travail dont la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité ;
- Le code de la construction et de l'habitat ;
- Les règles de sécurité incendie ;
- Les règlements d'urbanisme ;
- Les normes homologuées et en vigueur à date des travaux ;
- le règlement sanitaire départemental en vigueur.

Cette liste n'est pas exhaustive et les pièces qui la constituent ne sont pas jointes au dossier, le titulaire du marché étant réputé connaître les règles applicables à son art.

ARTICLE 3 - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1 Répartition des paiements

Conformément à l'article 10.7.1 du CCAG-Travaux, en cas de groupement d'opérateurs économiques, chaque membre perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses

propres prestations.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire ;
- à chacun des membres en cas de groupement conjoint (selon la répartition des prestations exécutées).

A défaut, il sera procédé à un paiement sur un compte unique ouvert au nom ou du mandataire.

3-2 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes

3-2-1 - Contenu des prix

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux, le cas échéant, et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Le prix porté à l'acte d'engagement du titulaire s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de toutes les prestations normalement incluses dans les travaux ou rattachées à ceux-ci par les documents de consultation.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des éléments cités à l'article 9.1 du CCAG-Travaux, hors frais de déplacement.

Il est précisé que les déplacements donneront lieu à une rémunération au kilomètre parcouru fixée dans le bordereau de prix unitaires et appréciée au regard de la distance à parcourir. La distance est calculée entre le siège social de l'entreprise (ou son implantation la plus proche) et le lieu d'exécution des travaux. En cas d'opération « multisites », est pris en compte le site le plus lointain. Est retenue la distance la plus courte mesurée via le site Google Maps en indiquant les 2 adresses pour un trajet en voiture avec ou sans péage. Le prix unitaire devra prendre en compte l'aller et le retour, au regard de la distance à parcourir évoquée ci-dessus.

Le nombre de jours d'intervention est défini forfaitairement de la manière suivante :

- Moins de 8 500 € HT de travaux : 1 jour d'intervention ;
- A partir de 8 501 € HT de travaux : proposition de l'entreprise à soumettre pour validation au maître d'ouvrage dans la limite de 10 jours d'intervention.

La quantité de « déplacements » commandée correspond donc à la distance multipliée par le nombre de jours d'intervention.

3-2-2 - Caractères des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront traitées par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaire (BPU) pour l'ensemble des travaux prévus au CCTP.

La réalisation d'ouvrage ou de travaux non prévus est décidée par bordereau des prix supplémentaires notifiés. Un devis sera produit par le titulaire du marché.

Cette disposition implique que le Titulaire, de par ses connaissances approfondies, aura établi son devis le plus justement possible et que l'ordonnateur aura effectué toutes les vérifications utiles et nécessaires avant l'envoi de son ordre de service. Le devis pourra être revu, par le Titulaire, à la demande de l'EPF d'Occitanie.

Le bordereau supplémentaire de prix unitaires annexé à cet ordre de service doit être préalablement signé par le pouvoir adjudicateur et l'entrepreneur.

3-2-3 - Règlement des comptes - Paiements

Les dispositions de l'article 12 du CCAG Travaux sont seules applicables.

3-3 Présentation des demandes de paiement sous format dématérialisé

Conformément à l'article 12.6 du CCAG Travaux, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est tenu de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique.

Les demandes de paiement sont présentées conformément aux dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 Code de la commande publique à partir du portail de facturation « Chorus Pro » à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET de l'EPF d'Occitanie : 509 167 680 00032

Le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct fait parvenir au maître d'œuvre via le portail, en utilisant le code de facturation A4 (ou A8 dans le cadre du décompte final), sa demande de paiement.

Dans ce cadre, le maître d'œuvre doit intervenir dans le circuit Chorus pro pour valider les demandes de paiements des entreprises et vérifier à ce titre les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs, établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur, établir le décompte général et le transmettre au maître d'ouvrage.

Les demandes de paiement comprendront, outre les mentions indiquées à l'article 12.1 du CCAG Travaux, les indications suivantes :

- Le numéro du marché et le cas échéant du bon de commande (impératif sous peine de rejet de la facture) ;
- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le prix des prestations exécutées conformément à la décomposition du prix global et forfaitaire et au bordereau des prix unitaires, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes et leur montant TTC ;
- La date de facturation ;

Le non-respect des dispositions précisées ci-dessus entraînera le retour pur et simple de la demande de paiement à son expéditeur avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date ainsi que la suspension du délai de paiement (articles R. 2192-27 et R.2192-28 du code de la commande publique).

3-4 Variation dans les prix

Les prix seront révisables à l'issu de la première année du marché, soit le 1^{er} janvier de chaque année du marché suivant les modalités fixées aux présentes.

Les indices de référence choisis en raison de leur structure pour la révision des travaux faisant l'objet du marché sont :

- Pour le lot 1 : $0.5 \times \text{BT03} + 0.5 \times \text{BT46}$
- Pour le lot 2 : $0.5 \times \text{BT32} + 0.5 \times \text{BT53}$
- Pour le lot 3 : $0.5 \times \text{BT18a} + 0.25 \times \text{BT51} + 0.25 \times \text{BT43}$
- Pour le lot 4 : BT42
- Pour le lot 5 : BT47

- Pour le lot 6 : $0.5 \times \text{BT38} + 0.5 \times \text{BT40}$
- Pour le lot 7 : BT52

Les indices sont publiés sur le site de l'Insee <https://www.insee.fr/fr/accueil>

Les prix initiaux sont révisés, à la hausse comme à la baisse, dans les conditions précisées à l'article 9.4.3 du CCAG Travaux par application de la formule suivante :

$$\text{Cn} = (\text{In} / \text{Io})$$

Io = Valeur de l'indice de référence I prise au mois m0 d'établissement des prix (soit le mois de novembre 2025) ;

In = Valeur du dernier indice de référence I connu à la date de révision annuelle.

Chaque prix du BPU est révisé par l'application du coefficient de révision Cn. Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

3-5 Mode de règlement

Conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de trente jours. Le délai de paiement court à compter de la date de dépôt sur Chorus Pro.

Le délai de paiement du ou des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est identique à celui applicable au titulaire du présent marché.

3-6 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai.

Les intérêts moratoires sont calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises, mais ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

L'attention du titulaire du marché est attirée sur les retards de paiement générés par son propre fait :

- notamment par carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour du marché et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :
 - modification de la raison sociale ;
 - modification et/ou absence de domiciliation bancaire ou postale ;
 - retard dans le retour des documents transmis pour signature ;

et plus généralement pour tout motif de retard imputable aux prestataires (retard dans la production des documents, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de références ...)

Le non-respect des dispositions précitées entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date, ainsi que l'interruption du délai de paiement (articles R. 2192-27 et R. 2192-28 du code de la commande publique).

ARTICLE 4 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

4-1 Retenue de garantie

Sans objet.

4-2 Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A prévue à l'article 10 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHÉ -DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

5-1 Durée du marché et délai d'exécution des travaux

5-1-1 – Durée du marché

Chaque lot donne lieu à l'attribution d'un marché conclu pour une durée courant de la date de sa notification jusqu'au 31 décembre 2026. Le marché sera reconduit tacitement par période annuelle sans pouvoir excéder l'échéance du 31 décembre 2028. En cas de non-reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur en informera le prestataire par lettre notifiée en LRAR au plus tard 1 mois avant la date d'anniversaire du marché.

5-1-2 - Délais d'exécution

Le titulaire n'effectuera aucun travail sans qu'un ordre de service ne lui ait été adressé. Le délai d'exécution est mentionné dans chaque ordre de service. Il pourra être prolongé, si nécessaire, selon les stipulations prévues à l'article 5.2.

5-2 Prolongation du délai d'exécution

5-2-1- Principes généraux

Les dispositions de l'article 18.2 du CCAG s'appliquent. L'importance de la prolongation ou du report est décidée par le maître d'ouvrage, après consultation du titulaire. Un ordre de service notifie au titulaire la durée de la prolongation.

Le délai d'exécution ne pourra être modifié :

- du fait des entreprises et de leurs défaillances ;
- du fait de l'intervention de leurs sous-traitants ou de leur défaillance ;
- du fait de l'intervention éventuelle du Bureau de Contrôle technique, du coordonnateur SPS ;
- du fait des congés ou de la pénurie de la main-d'œuvre.

Il est précisé que les travaux supplémentaires sont réputés devoir être exécutés à l'intérieur du délai contractuel global dans tous les cas où il n'existe pas une disposition expresse contraire dans l'ordre de service les concernant.

5-2-2- Cas particulier des intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 1 CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à dix jours ouvrés.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés (pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, dument constatée par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage) d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après, dépassera l'intensité figurant au tableau ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée du phénomène	Organisme ou documents de référence
---------------------	------------------	--------------------	-------------------------------------

Pluie	2 mm/h	12 heures	Météo France du lieu d'exécution des travaux
Gel	T<-3°C	4 heures durant les heures de travail normales de l'entreprise	Météo France du lieu d'exécution des travaux
Vent	80 km/h	4 heures durant les heures de travail normales de l'entreprise	Météo France du lieu d'exécution des travaux

Les prolongations de délais s'appliqueront en défalquant le nombre de journées d'intempéries prévisibles définies ci-dessus en application de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux et selon les modalités prévues au second alinéa.

5-3 Ajournement et interruption des travaux

L'ajournement du chantier peut être décidé par le maître de l'ouvrage. Il doit être notifié par ordre de service signé par lui.

L'entrepreneur qui conserve la garde du chantier a droit à être indemnisé des frais que lui impose cette garde et du préjudice qu'il aura éventuellement subi du fait de l'interruption dans les conditions fixées aux articles 13.3 et 13.4 du CCAG Travaux.

Les interruptions ou suspensions de chantier visées ci-dessus prolongent le délai contractuel du nombre de jours d'arrêt effectif du chantier

5-4 Pénalités pour retard - Primes d'avances

Le dépassement des délais d'exécution donnera lieu à l'application des pénalités définies ci-dessous. Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer des pénalités, il applique le formalisme prévu par l'article 19.2.4 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard ne pourra pas dépasser 20 % du montant total HT du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

5-4-1- Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, l'entrepreneur subira par jour de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité de :

Travaux et prestation Concerné	Point de départ du délai	Délai en jours calendaires	Pénalité (par jour calendaire de retard)
Achèvement des travaux	Fin du délai d'exécution des travaux	7 jours	200 €
Transmission du devis après demande d'intervention	Sollicitation du titulaire par courriel	5 jours	50 €
Exécution des travaux : Bon de commande d'un	Date de transmission du	Délai fixé dans le bon de commande	100 €

montant inférieur ou égal à 5000 € HT	bon de commande		
Exécution des travaux : Bon de commande d'un montant entre 5 001 € HT et 10 000 € HT inclus	Date de transmission du bon de commande	Délai fixé dans le bon de commande	150 €
Exécution des travaux : Bon de commande d'un montant supérieur à 10 001 € HT	Date de transmission du bon de commande	Délai fixé dans le bon de commande	200 €

5-4-2- Retard dans la remise des documents

S'il y a lieu, le titulaire doit remettre les documents suivants :

Documents à remettre	Délais / Jours calendaires	Montant des pénalités
Les DICT	7 jours après l'ordre de service de démarrage	50€/jour calendaire de retard
Le Plan de Retrait Amiante	14 jours après l'ordre de service de démarrage	50€/jour calendaire de retard
Rapport d'intervention	7 jours après la date de fin du délai d'exécution des travaux	100€/jour calendaire de retard

5-4-3- Absences aux réunions

Manquement	Montant des pénalités
Retard d'un représentant de l'entreprise en réunion de chantier ou en réunion avec les locataires ou un représentant de l'EPF	50 € par manquement

5-4-4- Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles 5-4-1 à 5-4-3 et avec lesquelles elles se cumulent, dans la limite de 20 % du montant total HT du marché, par dérogation à l'article 19.2.2 du CCG Travaux.

Elles seront déduites des situations mensuelles et appliquées comme suit :

Manquement	Montant des pénalités
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier	200 € par manquement constaté
Constatation par des personnes habilitées notamment le MOE ou le CSPS, d'une situation de « Danger grave et imminent »	500 € par situation constatée.
Constatation par des personnes habilitées, notamment le MOE ou le CSPS, d'un manque de propreté du chantier	200 € par situation constatée

5-4-5- Pénalités pour non-respect des stipulations environnementales

En cas de non-respect des prescriptions environnementales prévues dans la réglementation nationale ou locale ou dans les pièces du marché, il sera appliqué une pénalité de MILLE EUROS (1000 €) par manquement constaté par le maître d'ouvrage ou par toutes personnes habilitées par celui. Ce non-respect peut concerner les domaines suivants :

- Eau et sol ;
- Déchets ;
- Air ;
- Bruit ;
- Biodiversité.

Conformément à l'article 36 du CCAG Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets issus des travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

5-4-6- Pénalités pour méconnaissance de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel

En cas de non-respect des obligations relatives au traitement des données à caractère personnel, une pénalité forfaitaire de CENT € (100 €) par jour calendaire sera appliquée en cas de retard :

- des notifications au Maître d'Ouvrage, l'autorité de contrôle et la ou les personnes concernées en cas de violation de données à caractère personnel ;
- de la transmission au Maître d'Ouvrage des documents ou informations prévus à la clause dans les délais prescrits ou dans les délais figurant dans la demande de l'acheteur.

En cas d'une mise en demeure restée sans réponse, par le titulaire ou son sous-traitant, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute en application de l'article 50 du CCAG Travaux.

5-4-7- Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

En application de l'article L. 8222-6 du code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du marché.

Le titulaire doit aviser ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables.

5-5 Primes d'avances

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

5-6 Travaux supplémentaires, augmentation du montant des travaux et prix nouveaux

Il sera fait application des dispositions des articles 13 et 14 du CCAG Travaux.

Les prix nouveaux et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix seront notifiés par ordre de service.

5.7 Clause de non-exclusivité

Il est précisé qu'il est fait exception du principe d'exclusivité, notamment :

- Le présent marché ne couvre pas les interventions sur les biens appartenant à l'EPF sur le quartier de la Mosson à Montpellier (copropriétés Pic St Loup et Espérou) et sur le quartier Pissevin à Nîmes au titre de l'ORCOD-IN (Opération de Requalification des Copropriétés Dégradées d'intérêt National); les travaux relatifs à ces copropriétés étant traités par un accord-cadre spécifique ;

- Conformément aux dispositions de l'article 1.9, le maître d'ouvrage se réserve le droit de solliciter une entreprise tierce pour toute intervention urgente que le titulaire ne serait pas en capacité d'assurer.

ARTICLE 6 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

6-1 Piquetage général

Sans objet.

6-2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet.

ARTICLE 7 - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7-1 Prestations dues par les entreprises

Il n'est pas fixé de période de préparation. Le programme d'exécution est décrit dans chaque ordre de service.

Une réunion préparatoire sera organisée par l'EPF d'Occitanie après la notification du marché. Le titulaires (et sous-traitants et/ou chacun des membres du groupement le cas échéant) sera obligatoirement présent. Les détails de la réunion seront communiqués à la notification du marché.

7-2 Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'ouvrage et, le cas échéant, à l'avis du contrôleur technique.

7-3 Application de la réglementation du travail

Le titulaire remet au maître d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés détachés et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée.

7-4 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

En cas de danger pour la sécurité des personnes ou de gêne manifeste pour les locataires, l'EPF d'Occitanie mettra en demeure le titulaire de remédier à la situation et pourra, si cette mise en demeure reste sans effet, prendre les mesures nécessaires, au frais du titulaire.

Chaque titulaire précisera au pouvoir adjudicateur l'organisation qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

En particulier, chaque titulaire établira, en commun avec le pouvoir adjudicateur, un plan de prévention ou une déclaration d'inspection préalable conformément à la législation en vigueur (décret 92-158 du 20 février 1992).

Outre le respect des obligations définies par l'article 31 du CCAG travaux, le titulaire du marché devra, le cas échéant, se conformer aux prescriptions du Plan Général de Coordination (PGC) simplifié.

7-5 Registre de chantier

Sans objet.

ARTICLE 8 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

8-1 Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Sans objet.

8-2 Réception

Par dérogation aux articles 41 et 42 du CCAG Travaux, la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux d'un ordre de service, elle prend effet à la date de cet achèvement.

Dans les 24 heures suivant la fin des travaux, le titulaire du lot doit informer par mail l'émetteur de l'ordre de service.

Ce dernier peut alors exercer un contrôle contradictoire sur site sous huit jours. A défaut, la réception est prononcée.

8-3 Documents fournis après exécution

Sans préjudice des dispositions des CCTP, l'entrepreneur remettra au maître d'ouvrage, dans les délais fixés à l'article 5.4.2 du présent CCAP, les documents suivants (Dossier des ouvrages exécutés) :

- Le Rapport Final d'Intervention ;
- Les notes de calcul ;
- Les photographies du déroulé des travaux ;
- L'ensemble des Bordereaux des Déchets.

ARTICLE 9 – MARCHES SUSCEPTIBLES D'ETRE PASSES ULTERIEUREMENT

En application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, et dans le strict respect des conditions qu'il définit, l'EPF se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à un marché de prestations similaires passé sans publicité ni mise en concurrence.

Le Titulaire pourra être amené à intervenir sur un secteur géographique limitrophe à celui mentionné sur l'acte d'engagement du marché, dans le cas où :

- le(s) Titulaire(s) d'un marché de travaux d'entretien courant du patrimoine pour la même nature technique des travaux que celle mentionnée sur l'acte d'engagement du présent marché et pour ledit secteur géographique limitrophe, a (ont) une charge de travail ne permettant pas de respecter les délais contractuels d'exécution ;
- le(s) Titulaire(s) d'un de travaux d'entretien courant du patrimoine pour la même nature technique des travaux que celle mentionnée sur l'acte d'engagement du présent marché et pour ledit secteur géographique limitrophe, a (ont) un différend ou un litige avec l'EPF d'Occitanie ou fait (font) l'objet d'une résiliation du marché.

Il est cependant précisé que la durée d'intervention du Titulaire, sur un secteur géographique limitrophe à celui mentionné sur l'acte d'engagement du marché, ne pourra pas dépasser quatre (4) mois de façon continue.

ARTICLE 10 - ASSURANCES ET ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES

10-1 Assurances

Avant tout commencement d'exécution, et dans un délai de dix jours calendaires maximum après notification du marché, par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG travaux, le titulaire (et chaque membre d'un groupement) doit justifier qu'il est titulaire (pour son compte et celui de ses sous-traitants) des différentes couvertures d'assurance ci-dessous :

- une assurance au titre de la responsabilité civile exploitation découlant notamment des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant le maître d'ouvrage et les tiers en cas

d'accidents ou de dommages causés dans le cadre de l'exécution du présent marché public ;

- une assurance au titre de la responsabilité civile professionnelle avant / après réception – livraison - garantissant le maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution du présent marché public ;
- une assurance au titre de la responsabilité civile décennale, le cas échéant.

Il doit être justifié de l'étendue des garanties souscrites et du paiement des cotisations et ce, au moyen d'attestations précises notamment quant aux garanties :

- Des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ;
- Des dommages immatériels non consécutifs.

Cette attestation devra indiquer les activités garanties qui devront correspondre à celles dont l'entreprise est titulaire au titre du présent marché.

Les titulaires sont tenus de faire assurer à leurs frais, préalablement à la mise à leur disposition en tant qu'ils en disposent, les matériels, les objets et les approvisionnements qui leur ont été confiés ou dont ils ont la garde.

10-2 Attestations fiscales et sociales

Conformément aux articles R. 2143-3 à 15 du Code de la commande publique, le titulaire devra fournir à l'EPF, tous les six mois et ce jusqu'à la fin du marché, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Lorsque l'attributaire est un groupement d'entreprises, une seule demande sera envoyée au mandataire du groupement. Tous les membres du groupement doivent toutefois produire l'ensemble des pièces listées ci-dessus.

ARTICLE 11 – RESILIATION – EXECUTION PAR DEFAULT - REEXAMEN

11-1 Redressement ou liquidation judiciaire

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

L'acheteur peut alors résilier le marché pour ce motif.

Toutefois, l'acheteur ne peut prononcer la résiliation du marché au seul motif que l'opérateur économique fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce, sous réserve des hypothèses de résiliation de plein droit prévues au III de l'article L. 622-13 du même code.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'EPF d'Occitanie. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché, dans les conditions de l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, le maître d'ouvrage adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché, dans les conditions de l'article L. 641-11-1 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

11-2 Résiliation

Sauf dérogations précisées ci-après, les dispositions du chapitre 7 du CCAG travaux s'appliquent.

Le maître d'ouvrage peut en outre résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure préalable, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 à R. 2143-15 du code de la commande publique.

En cas de non-respect des consignes de sécurités visées aux articles 2.2, 5.4.1 et 7.4 du présent C.C.A.P, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché conformément à l'article 50.3.1.a du CCAG Travaux.

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure préalable, sans préavis ni paiement de dommage quelconque en cas d'anomalie ou de non-respect de la qualité ou de la quantité des produits utilisés dans les modalités définies à l'article 4.6 du C.C.T.P.

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure préalable, sans préavis ni paiement de dommage quelconque en cas de non-conformité constaté après contrôle de l'exécution des clauses du marché.

11.3 Résiliation du marché par le Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier unilatéralement tout ou partie du marché pour tout motif d'intérêt général.

Les dispositions de l'article 50.4 du CCAG Travaux s'appliquent.

11-4 Exécution des travaux aux frais et risques du titulaire

Après mise en demeure infructueuse, il peut être pourvu, par le maître d'ouvrage, à l'exécution des travaux, aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier des travaux qui, par leur nature, ne peuvent souffrir d'aucun retard, soit si la résiliation du marché prononcée en vertu de l'article 11-2 du présent CCAP prévoit cette mesure.

Par dérogation à l'article 52.2 du CCAG Travaux, s'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de faire exécuter, dans des conditions qui lui conviennent, des travaux exactement conformes à ceux dont l'exécution est prévue au marché, elle peut y substituer des travaux équivalents.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des travaux réalisés à ses frais et risques. Le marché de substitution conclu avec un autre entrepreneur est toutefois transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des travaux aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

11-5 Clause de réexamen

Conformément à l'article 54 du CCAG Travaux, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;

- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la variation des prix du marché telle que prévu à l'article 3.4 du C.C.A.P.

Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

ARTICLE 12- ATTRIBUTION DE COMPETENCE - LANGUES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, seul le tribunal administratif de Montpellier sera compétent.

Tribunal administratif de Montpellier
6 rue Pitot
34063 MONTPELLIER CEDEX 02
Tel : 04 67 54 81 00 - Fax : 04 67 54 74 10

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 13 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations au CCAG travaux sont apportées par les articles suivants du présent CCAP :

- *Dérogation à l'article 3.8 du CCAG par l'article 1.9 du CCAP*
- *Dérogation à l'article 4.1 du CCAG par l'article 2 du CCAP*
- *Dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG par l'article 5.4. du CCAP*
- *Dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG par l'article 5.4 du CCAP*
- *Dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG par les articles 5.4.1 et 5.4.2 du CCAP*
- *Dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG par l'article 5.4.4 du CCAP*
- *Dérogation à l'article 41 du CCAG par l'article 8.2 du CCAP*
- *Dérogation à l'article 42 du CCAG par l'article 8.2 du CCAP*
- *Dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG par l'article 10.1 du CCAP*
- *Dérogation à l'article 52.2 du CCAG par l'article 11.4 du CCAP*

Annexe 1 - Règles relatives à la protection des données personnelles

1. DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution des prestations objet du contrat. Les traitements effectués par le titulaire dans le cadre du présent marché ont pour finalité exclusive la réalisation des prestations commandées par l'acheteur public, telles qu'elles sont décrites et approuvées par les Parties dans les documents contractuels.

Il est rappelé qu'aux termes de ses engagements contractuels le titulaire accomplit les prestations suivantes en vertu desquelles l'acheteur lui confie tout ou partie des traitements de données qu'il décide. Le titulaire déclare qu'il est en principe, et sauf dérogations ci-dessous, et avec lui son personnel, seul destinataire des données faisant l'objet des traitements accomplis par lui-même pour le compte de l'acheteur, mais qu'il peut en partager la connaissance avec ce dernier.

Les catégories de personnes concernées par le traitement de données sont, notamment, les locataires des locaux occupés de l'acheteur, les gardiens des locaux vides ou occupés, ainsi que les salariés de l'acheteur ou, le cas échéant, les mandataires pour le compte de l'acheteur.

Pour l'exécution des prestations, objet du présent contrat, l'acheteur peut, notamment, mettre à disposition du titulaire les informations nécessaires suivantes : nom, prénom, numéro d'appartement, nom de rue, numéro de rue, ville, code postal, numéro d'immeuble, codes d'accès le cas échéant, numéro de téléphone, email.

Le titulaire pourra sur injonctions des autorités judiciaires ou de police, communiquer toute information susceptible de comporter des données, ce dont elle informera l'acheteur.

2. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement et l'exécution des prestations, objet du présent marché ;
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur ;
- garantir la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- garantir la sécurité physique et logique des données et des moyens techniques qu'il met en œuvre pour les besoins de l'exécution du marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

▪ Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur

dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

▪ **Droit d'information des personnes concernées**

Les parties conviennent que l'acheteur, en tant que responsable des traitements effectués en vertu du présent marché, assure et garantit l'exercice de leurs droits aux personnes dont les données sont traitées. Le titulaire collabore à la mise en œuvre effective de cette obligation légale de l'acheteur sur demande de ce dernier, qui fait son affaire personnelle du respect des obligations de l'acheteur vis-à-vis des personnes concernées et à l'égard des autorités de contrôle.

Le titulaire s'engage à aider l'acheteur par des mesures techniques et organisationnelles appropriées à respecter les droits des personnes concernées et à collaborer avec l'acheteur afin que cette dernière donne suite aux demandes des personnes concernées qui la saisissent sur ces fondements.

À cet égard, le titulaire communiquera sans retard à l'acheteur et au plus tard sous vingt-quatre heures ouvrées toute demande, plainte ou observation reçue directement des personnes concernées sans y répondre, sauf autorisation contraire et instructions précises données par l'acheteur.

▪ **Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@epf-occitanie.fr

▪ **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans les plus brefs délais et au maximum dans le délai de 24 heures après la découverte de la violation et par le moyen suivant : par mail à l'adresse suivante : dpo@epf-occitanie.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données);
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu. Le titulaire

s'interdit de procéder à la notification de la violation de données à caractère personnel auprès des autorités de contrôle (CNIL), sauf instructions écrites contraires et détaillées de l'acheteur. Le titulaire s'engage à exécuter toute mesure raisonnable que l'acheteur estimerait adéquate pour remédier à la violation de données, y compris pour en atténuer les conséquences négatives. Le titulaire s'interdit toute communication à des tiers d'informations sur la violation, sauf s'il y est contraint par la loi ou par les autorités judiciaires ou de police. Sous réserve de cette contrainte légale, l'acheteur est seul libre de rendre publique la violation de données, y compris si celle-ci n'est pas susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes concernées.

▪ **Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

▪ **Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité des données adapté aux risques. En particulier, le titulaire s'engage à les protéger contre toute destruction, perte, altération, diffusion ou accès non autorisés de manière accidentelle ou illicite, notamment lorsque les traitements de données comportent des transmissions de données dans un réseau, ainsi que contre toute forme de traitement illicite ou communication à des personnes non autorisées et ce, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités des traitements ainsi que des risques éventuellement identifiés.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

▪ **Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire et de ses sous-traitants éventuels. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction des fichiers de données à caractère personnel.

▪ **Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

▪ **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

▪ **Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

3. OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR

Il est rappelé que les données doivent être traitées de manière licite, loyale et transparente, pour des finalités déterminées, explicites et légitimes. Il est également rappelé que seules des données adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités peuvent faire l'objet de traitement. Chacune des parties doit respecter la réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel et mettre en œuvre les procédures et les moyens nécessaires à son application.

L'acheteur a conscience que l'exécution par le titulaire de certains traitements de données dans le cadre de l'accomplissement de ses prestations, ne saurait dispenser l'acheteur du respect de ses obligations en qualité de « responsable de traitement ». En particulier, l'acheteur doit documenter la conformité des traitements qu'elle opère pour son compte et de ceux dont elle confie la réalisation au titulaire dans le cadre du présent marché. Les obligations légales que souscrit le titulaire en tant que sous-traitant de données à caractère personnel ne dispensent pas pour autant l'acheteur de respecter ses propres obligations légales en qualité de « responsable de traitement ».

A l'effet de vérifier la bonne conformité de leurs pratiques et des obligations réciproques souscrites en vue du respect de la réglementation applicable aux données personnelles, les Parties conviennent d'opérer au plus tard à la date anniversaire du marché une revue annuelle des règles définies au présent marché et de les adapter si nécessaire.

Le titulaire s'engage à coopérer avec les autorités de protection des données compétentes, notamment en cas de demande d'information qui pourrait lui être adressée en cas de contrôle, notamment si le contrôle devait viser l'acheteur. En cas de requête de divulgation de données personnelles provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par le titulaire, cette dernière s'engage à en informer immédiatement l'acheteur, sauf lorsque la divulgation d'une telle demande est prohibée, telle qu'une interdiction prévue par le droit pénal afin de préserver la confidentialité d'une enquête de police.